

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 11204

Numéro SIREN : 908 540 263

Nom ou dénomination : 47 PARADIS

Ce dépôt a été enregistré le 24/12/2021 sous le numéro de dépôt A2021/047397

47 PARADIS

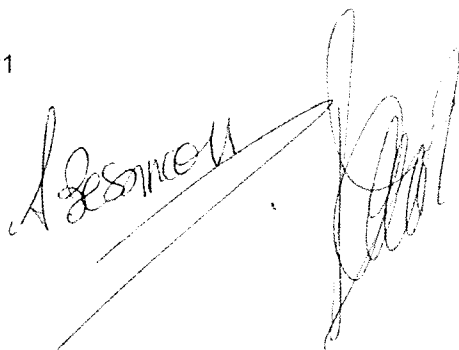
Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 euros
Siège social :
21 B place Tabareau (69004)LYON

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

SOUSCRIPTEURS	Nombre d'actions	Montant des souscriptions	Montant des versements
Hervé BESANCON 21 B Place Tabareau 69004 LYON	2.000	2.000	2.000
Sylviane BESANCON 21 B Place Tabareau 69004 LYON	2.000	2.000	2.000
Yannick BESANCON 11 rue Villeneuve 69004 LYON	500	500	500
Julien BESANCON Hôtel Hilton Boulevard du 20 mai YAOUNDE (11852) (CAMEROUN)	500	500	500
Nombre des actions souscrites Montant des souscriptions Montant des versements	5.000	5.000	5.000

La présente liste constatant la souscription de 5.000 actions de la société 47 PARADIS, ainsi que le versement à un compte ouvert au nom de la société en formation 47 PARADIS, en l'étude de Maître Benjamin UZEL, notaire associé à LYON, ainsi qu'il résulte de la comptabilité dudit notaire, de la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de 5.000 euros, est certifiée exacte et sincère par les membres fondateurs.

Fait à LYON
Le 20 décembre 2021

The block contains two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is slanted and appears to read 'A. Besancon'. The signature on the right is more vertical and stylized, possibly reading 'Julien Besancon'.

Société à Responsabilité Limitée
titulaire d'un office notarial

Pierre-Yves SYLVESTRE
Stéphanie SENETERRE-DURAND
Jacques BERAT
Stanislas ROUX
Cyrille MORIOU
Antoine URVOY
Jérémy SCHWAB
Benjamin UZEL
Erwan LEVRAULT
Adrien GROSSET
Notaires Associés

Gaëlle GUILLON
Julie HAUDECOEUR-BONNARD
Magalie HAMPARSOUMIAN
Jean-Noël LAFONTAN
Pauline ARGOUD
Valentine DREVON
Alexia LAMY
Louis-Marie PENET
Vianney CHASSAING
Laurine CHAVANEL
Notaires

Successeurs de :

Me Jean-Pascal ROUX
Me Xavier LEVRAULT
Me Damien BRAC de la PERRIERE
Me Jean-Yves HUBLOT
Me Olivier PORTE

Nos réf : 1055578/BU/MP/CBF
SAS 47 PARADIS

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS

Je soussigné, Maître Antoine URVOY, Notaire associé de la SARL NOTAIRE LYON BUGEAUD, titulaire d'un Office Notarial à LYON 6^{ème} (Rhône), 51 rue Bugeaud,

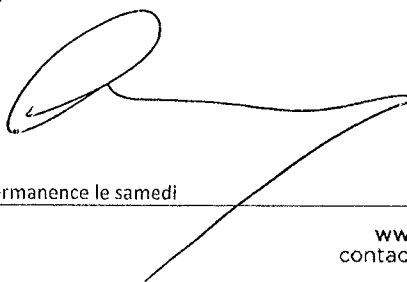
CERTIFIE qu'il a été déposé à un compte ouvert en la comptabilité de l'Office Notarial au nom de la SAS 47 PARADIS, la somme de 5.000,00 euros représentant le montant libéré en numéraire, soit la totalité de la valeur nominale des 5.000 actions souscrites :

- par Monsieur Hervé BESANCON à hauteur de 2.000 euros,
- par Madame Sylviane BESANCON à hauteur de 2.000 euros,
- par Monsieur Yannick BESANCON à hauteur de 500 euros,
- par Monsieur Julien BESANCON à hauteur de 500 euros,

au titre de la constitution de la société suivant acte authentique reçu par l'Office Notarial le 20 décembre 2021.

Ce certificat, établi sur présentation de la liste des souscripteurs, est délivré en application de l'article R123-103 2° b) du Code de Commerce.

Fait à LYON,
Le 20 décembre 2021



Parking privé – Permanence le samedi

51, rue Bugeaud - 69006 Lyon
Tél. : 04 26 68 20 00

www.notaire-lyon-bugeaud.com
contact@notaire-lyon-bugeaud.com



Pas le temps de passer chez votre notaire ?

Vous disposez d'une tablette ou d'un ordinateur doté d'une caméra et d'un micro ? Vous avez alors l'équipement nécessaire pour réaliser un entretien en visioconférence avec votre notaire. Simple, en toute confidentialité, grâce au lien internet sécurisé qui vous est communiqué, vous pouvez, de chez vous, dialoguer avec lui.

105557801 BU/MP/

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE VINGT DÉCEMBRE**

A LYON 6^{ème} (Rhône) 51, Rue Bugeaud au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Benjamin UZEL, Notaire Associé de la Société à Responsabilité Limitée « NOTAIRE LYON BUGEAUD » titulaire d'un Office Notarial à LYON (69006), 51 rue Bugeaud,

A REÇU le présent acte contenant :

STATUTS DE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

A LA REQUÊTE DE :

Monsieur Hervé Marius **BESANÇON**, retraité, époux de Madame Sylviane Juliette Jeannette **SERVETTAZ**, demeurant à LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (69004) 21 B Place Tabareau.

Né à BELFORT (90000) le 30 octobre 1951.

Marié à la mairie de LA FRETTE (38260) le 5 juillet 1975 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Madame Sylviane Juliette Jeannette **SERVETTAZ**, directrice d'école à la retraite, épouse de Monsieur Hervé Marius **BESANÇON**, demeurant à LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (69004) 21 B place Tabareau.

Née à LYON 6ÈME ARRONDISSEMENT (69006) le 23 mars 1951.

Mariée à la mairie de LA FRETTE (38260) le 5 juillet 1975 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Monsieur Yannick Pierre Xavier **BESANÇON**, directeur de centre de loisirs, demeurant à LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (69004) 11 rue Villeneuve.

Né à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 13 septembre 1978.

Célibataire.

Ayant conclu avec Mademoiselle Céline Delphine Christiane LAFOND un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, le 31 mars 2014, enregistré à la mairie de LYON le 31 mars 2014.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Monsieur Julien Victor Boris **BESANÇON**, directeur hôtelier, époux de Madame Virginia Wairimu **KININA**, demeurant à YAOUNDE (11852) (CAMEROUN) boulevard du 20 mai Hôtel Hilton.

Né à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 26 avril 1982.

Marié à la mairie de BRON (69500) le 7 mai 2009 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Pascal ROUX, notaire à LYON 6ÈME ARRONDISSEMENT (69006), le 3 mars 2009.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Non résident au sens de la réglementation fiscale.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Hervé BESANÇON est présent à l'acte.

- Madame Sylviane SERVETTAZ, est présente à l'acte.

- Monsieur Yannick BESANÇON à ce non présent mais représenté par Monsieur Hervé BESANCON aux termes d'une procuration sous seing privé en date à LYON, du 17 décembre 2021, annexée.

- Monsieur Julien BESANÇON à ce non présent mais représenté par Monsieur Hervé BESANCON aux termes d'une procuration sous seing privé en date à LYON, du 17 décembre 2021, annexée.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Préalablement à l'adoption des statuts, les parties déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant Monsieur Hervé BESANÇON

- Extrait d'acte de naissance.

Concernant Madame Sylviane BESANÇON

- Extrait d'acte de naissance.

Concernant Monsieur Yannick BESANÇON

- Extrait d'acte de naissance.

Concernant Monsieur Julien BESANÇON

- Extrait d'acte de naissance.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

L'ensemble de ces pièces est annexé.

LESQUELS ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée devant exister entre eux.

Article 1- FORME ET INTERET SOCIAL

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions du Code de Commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts. L'article 1833 du Code civil dispose que la société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous pays

- La propriété, la mise en location en meublés ou non, la gestion, l'administration de tous biens et droits immobiliers dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

- Le placement de capitaux, sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : 47 PARADIS

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LYON (69004), 21 B place Tabareau.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du président auquel il est attribué les pouvoirs pour modifier les statuts en conséquence, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est de QUATRE-VINGT-DIX-NEUF années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Article 6 - APPORTS

Il a été procédé à des apports en numéraire, correspondant à la souscription totale des CINQ MILLE (5.000) actions de UN (1) euro de valeur nominale chacune, composant le capital social, qui ont été libérées de la totalité de leur montant, ainsi qu'il résulte de la liste des souscripteurs qui demeurera annexée aux présentes après mention.

Les fonds correspondant au montant des apports en numéraire libérés, soit la somme de CINQ MILLE (5 000,00) euros, et la liste des associés souscripteurs comportant leur nom, prénom usuel, et domicile, avec l'indication pour chacun d'eux de la somme versée, ont été déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation en l'étude du notaire soussigné, ainsi qu'il résulte de la comptabilité dudit notaire.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à CINQ MILLE EUROS (5 000,00 EUR).
Il est divisé en 5000 actions de UN EURO (1,00 EUR) chacune, intégralement souscrites et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs.

Toutes les actions sont de même catégorie.

Article 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 25 ci-après ou par décision de l'associé unique.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire soit lors de la constitution, soit lors d'une augmentation du capital social doivent être libérées, lors de leur souscription, de la quotité minimale prévue par la loi, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le président en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 11 - MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les trente jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 12 à 18 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un associé.

Article 12 - INALIENABILITE DES ACTIONS

Les actions sont inaliénables pendant une durée de trois mois à compter de leur acquisition ou de leur souscription.

L'interdiction temporaire de céder les actions, prévue ci-dessus, vise les seules cessions d'actions au profit de tiers.

L'inaliénabilité temporaire des actions fait l'objet d'une mention sur les comptes d'associés ouverts par la société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président devra lever l'interdiction d'aliéner dans les cas suivants :

- exclusion d'un associé ;
- retrait d'un associé ;
- révocation d'un dirigeant associé ;
- modification dans le contrôle d'une société associée entraînant l'exclusion de cette société.

La présente clause d'inaliénabilité ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée ci-dessus, les actions seront transmissibles sous les conditions décrites ci-après.

Article 13 - CESSION DES ACTIONS - DROIT DE PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité fixée à l'article 12 ci-dessus :

1. Toutes les cessions d'actions entre associés sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux associés dans les conditions définies au présent article. Les cessions d'actions à des tiers sont soumises aux dispositions de l'article 14 ci-après.

2. L'associé cédant notifie au président de la société et à chacun des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise en mains propres, son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;
- l'identité de l'associé acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de trois mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'associé cédant pourra réaliser librement ladite cession.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au président dans le délai de deux mois au plus tard de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise en mains propres, indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois visé au 2 ci-dessus, le président notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le président entre les associés qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de quinze jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Article 14 - AGREMENT

1. Les actions de la société sont librement cessibles entre associés uniquement, sous respect de l'exercice du droit de préemption prévu à l'article 13 ci-dessus.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant pas déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'après agrément préalable du Président.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

3. La décision du Président sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les trente jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 15 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 13 et 14 ci-dessus sont nulles.

Article 16 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE

1. En cas de modification au sens de l'article L.233-3 du code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de dix jours à compter du changement du contrôle.

Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société associée pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 17 des présents statuts.

2. Dans les trente jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet associé. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, la société est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 17 - EXCLUSION

Est exclu de plein droit tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- changement de contrôle d'une société associée ;
- violation des statuts ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- exercice d'une activité concurrente de celle de la société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité des deux tiers du capital social.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- information de l'associé concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée

générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;

- information identique de tous les autres associés ;

- lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

3. Un associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de trente jours à compter de l'exclusion, aux autres associés, au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les quinze jours de la décision de fixation du prix.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Article 18 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Pour toute cession intervenant entre associés ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées, sauf accord contraire des parties entre elles à l'unanimité.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes garanties que celles qui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

Article 19 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires et les décisions collectives extraordinaires, **à l'exception des décisions devant être prises à l'unanimité en application de l'article L.227-19 du code de commerce et de la décision relative au changement de nationalité de la société, pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-propriétaire.**

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux consultations collectives.

Lorsqu'une action est grevée d'usufruit, les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier sont, sauf convention contraire des parties, répartis de la manière suivante :

- les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- le nu-propriétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ;
- lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-propriétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit (C. civ., art. 587, quasi-usufruit).

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes : cet exercice appartient à l'associé détenant la nue-propriété, si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes sont soumis à usufruit. Il sera réputé avoir négligé d'exercer ce droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit, et de même s'il n'a demandé d'attribution ni vendu ses droits trois mois après le commencement des opérations d'attribution. Dans ces deux derniers cas, l'associé détenant l'usufruit pourra se substituer dans les droits non exercés.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruit pour l'usufruit, sauf à modifier pour tenir compte de l'éventuel versement de fonds par l'usufruitier lui-même pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution.

Article 20 - REPRESENTATION DE LA SOCIETE - PRESIDENCE

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président, personne physique ou morale, est nommé dans les statuts constitutifs ou par décision collective des associés.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est non limitée.

En cas d'empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à deux mois, comme en cas de démission ou de décès, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés. Le président remplaçant est désigné pour une durée non limitée ou pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut, notamment, consentir librement des cautions, avals ou garanties au nom de la société.

A titre de mesure d'ordre interne inopposable aux tiers, les associés pourront, par décision collective, limiter les pouvoirs du Président, soit lors de sa désignation, soit ultérieurement.

Le président est autorisé à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Attributions particulières

Le président sera seul compétent pour adopter les décisions ci-après :

- modification de la dénomination sociale,
- transfert du siège social dans le même département ou les départements limitrophes,
- prorogation de la durée de la société,
- modification de la date de clôture des exercices sociaux,
- modalité de rémunération et de remboursement des comptes courants d'associés,
- agrément des cessions et transmissions d'actions,
- mise à jour des statuts corrélative aux décisions qui précèdent.

Ces décisions concernant les attributions particulières du président donneront lieu à la rédaction de procès-verbaux qui seront conservés dans le registre des décisions collectives des associés.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des associés. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Article 21 - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

La société est gérée et administrée par un président, et par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, nommés par décision collective des associés sur proposition du président.

Le mandat de directeur général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, ce mandat est renouvelable sans limitation. La durée des fonctions des directeurs généraux est fixée par la décision collective les nommant.

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Les dirigeants ci-dessus désignés assurent l'administration et la direction de la société, dans les limites de l'objet social, des éventuelles limitations précisées lors de leur nomination, ainsi que des dispositions de l'article L.227-9 du code de commerce et des présents statuts, réservant certaines attributions à la collectivité des associés.

Les dirigeants sont autorisés à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération des directeurs généraux est fixée par une décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle

Les directeurs généraux ont droit au remboursement sur justificatif des frais de représentation et de déplacement engagés dans le cadre de leur mission pour le compte de la société.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par décision collective des associés.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

La responsabilité du président et des dirigeants est engagée dans les conditions de droit commun et celles définies par les lois du commerce et des sociétés, et notamment par les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration et du directoire des sociétés anonymes

Article 22 – REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Le président est l'organe social auprès duquel les représentants du personnel exercent les droits définis par la loi.

Article 23 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires désignés par décision collective des associés, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret, cette désignation est obligatoire. Elle est également obligatoire si un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital en font la demande.

La collectivité des associés pourra, à la majorité des deux tiers du capital, désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Dans le cas où la société est unipersonnelle, les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont mentionnées sur le registre des décisions.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux dirigeants autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes ainsi visées ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 25 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité :

Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L.227-19 du code de commerce.

- Décisions prises à la majorité extraordinaire représentant au moins les deux tiers du capital social :

- dissolution et liquidation de la société ;
- augmentation et réduction du capital ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- exclusion d'un associé.
- toutes modifications statutaires autres que celles relevant des attributions particulières du Président stipulées à l'article 20 ci-dessus et autres que celles relevant de l'article L.227-19 du code de commerce.

- Décisions prises à la majorité ordinaire représentant plus de la moitié du capital social :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;
- nomination des commissaires aux comptes.

Si la société vient à ne comprendre qu'un seul associé, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'associé unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président ou des directeurs généraux.

Les décisions collectives des associés sont prises au choix du président en assemblée ou par consultation, ou par correspondance, ou, pour les décisions portant sur l'agrément des cessions d'actions uniquement, peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Tous moyens de communication (vidéo, télécopie, courriel, etc.) peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale.

L'assemblée est convoquée par le président. A défaut, elle peut être également convoquée par le commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou votant par correspondance dans le délai prescrit, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des actions ayant droit de vote, et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote.

Chaque associé a le droit d'assister et de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de ses actions sur un compte tenu par la société avant la réunion de l'assemblée.

Tout associé peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Chaque action donne droit à une voix.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent, sauf exceptions légales.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie ou courriel avec accusé de réception. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président ou les directeurs généraux. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 26 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2022.

Article 27 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte.

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour être, sur proposition du président, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 28 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L.224-2 du code de commerce, de réduire son capital d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation des prescriptions visées aux alinéas 1 ou 2 ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du nouveau code de commerce et des textes y afférents.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre « utile » sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de six mois à compter de la désignation du tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Article 31 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Madame Sylviane BESANÇON, demeurant à LYON 4ème, 21 B Place Tabareau est nommée Présidente pour une durée non limitée

Elle déclare accepter le mandat qui vient de lui être confié et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer les fonctions de Présidente de la société.

REGIME FISCAL

La société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

Il est en outre précisé que toutes les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de recourir aux téléprocédures fiscales et ce quel que soit leur chiffre d'affaires.

JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - POUVOIRS.

Personnalité morale :

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le Président est tenu de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

La publication de la société sera effectuée :

1°- par insertion dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution,

2°- par le dépôt, au Greffe du Tribunal de Commerce, des pièces prévues par la loi,

3°- et par l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du lieu du siège social.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Actes accomplis pour le compte de la société en formation :

Préalablement à la signature des présents statuts, il a été établi et présenté au comparant, l'état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société.

Les comparants déclarent avoir pris connaissance du présent état, dont la signature emportera reprise des engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état demeurera annexé aux présents statuts après mention.

Pouvoirs :

En outre, dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, le Président est autorisé à réaliser au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants, savoir :

- Ouverture d'un ou plusieurs comptes bancaires auprès de tous établissements financiers.

- Acquisition de Madame Sylviane SERVETTAZ épouse BESANCON :

Dans un ensemble immobilier situé à **LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (RHÔNE) (69008) 43, 45, 47, 47 bis avenue Jean Mermoz et 69 rue Maryse Bastié.**

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AS	18	47 AVENUE JEAN MERMOZ	00 ha 12 a 09 ca
AS	19	43 AVENUE JEAN MERMOZ	00 ha 08 a 24 ca

De la MOITIÉ INDIVISE du lot numéro soixante-quatre (64)

1°/ Un ensemble immobilier composé d'un immeuble :

a) dit "Bâtiment A", à usage principal d'habitation portant le numéro 47 sur l'avenue Jean Mermoz, implanté en façade sur l'avenue, élevé sur sous-sol à usage de caves et chaufferie d'un rez-de-chaussée contenant trois locaux commerciaux et conciergerie, premier étage de trois appartements et six étages identiques avec loggia donnant sur l'avenue Jean Mermoz, chacun de quatre appartements ;

b) au nord de cet ensemble, au fond de la cour ci-après désignée, d'un corps de bâtiment dit "B", formant angle nord-ouest, savoir :

- un bâtiment à usage de garages et entrepôt, élevé sur rez-de-chaussée de plain-pied, d'un étage droit sans comble ;
 - et un petit bâtiment à usage de bureau et de logement, implanté en contigu au sud / ouest du précédent, élevé sur rez-de-chaussée de plain-pied, d'un étage droit sans comble.

2°/ La jouissance exclusive d'un terrain de sept cent soixante-quatorze mètres carrés, à usage actuellement de cour.

Et les quatre mille soixante-dix /dix millièmes (4070 /10000 èmes) des parties communes générales.

Moyennant le prix de **DEUX MILLIONS CENT QUARANTE-CINQ MILLE EUROS (2 145 000,00 EUR)** payable comptant.

- Souscription d'un emprunt auprès de la BANQUE PALATINE à l'effet de financer ladite acquisition et affecter les biens acquis en garantie hypothécaire.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le présent mandat prendra fin à la signature des actes sus-visés et ne constitue pas un mandat général.

ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 635 1 1° et 5° du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les associés ou l'un d'entre eux.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Ils peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

RECAPITULATIF DES ANNEXES

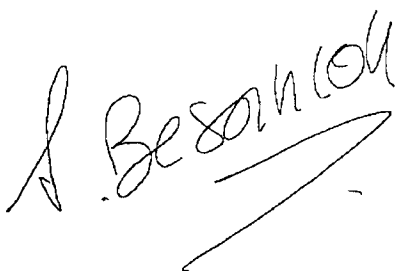
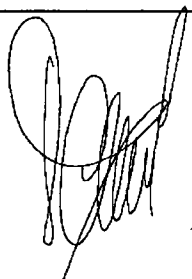
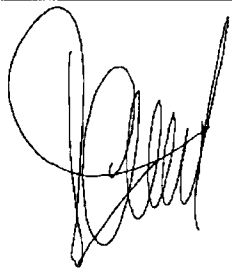
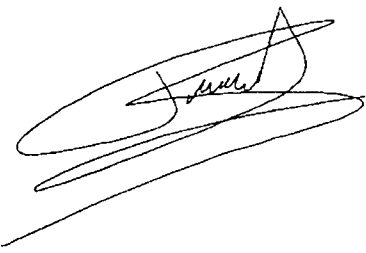
1. Procuration Yannick BESANCON
2. Procuration Julien BESANCON
3. Extraits actes de naissance
4. Liste des souscripteurs et état des versements
5. Etat des actes accomplis

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Mme BESANÇON Sylviane a signé à LYON le 20 décembre 2021	
M. BESANÇON Hervé a signé à LYON le 20 décembre 2021	
M. BESANÇON Hervé représentant de M. BESANÇON Yannick a signé à LYON le 20 décembre 2021	
M. BESANÇON Hervé représentant de M. BESANÇON Julien a signé à LYON le 20 décembre 2021	
et le notaire Me UZEL BENJAMIN a signé à L'OFFICE L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN LE VINGT DÉCEMBRE	

PROCURATION

Le soussigné :

Monsieur Yannick Pierre Xavier BESANÇON, directeur de centre de loisirs, demeurant à LYON 4ÈME ARRONDISSEMENT (69004) 11 rue Villeneuve.

Né à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 13 septembre 1978.

Célibataire.

Ayant conclu avec Mademoiselle Céline Delphine Christiane LAFOND un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, le 31 mars 2014, enregistré à la mairie de LYON le 31 mars 2014.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Futur associé de la Société par Actions Simplifiée "47 PARADIS" dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Dénomination : 47 PARADIS

- Forme : Société par Actions Simplifiée

- Capital : 5.000,00 euros divisé en 5.000 actions de 1 euro, réparties comme suit :

. Monsieur Hervé BESANCON.....	2.000 actions
. Madame Sylviane SERVETTAZ épouse BESANCON	2.000 actions
. Monsieur Yannick BESANCON.....	500 actions
. Monsieur Julien BESANCON.....	500 actions

	5.000 actions

- Apports en numéraire souscrits :

. Monsieur Hervé BESANCON.....	2.000 euros
. Madame Sylviane SERVETTAZ épouse BESANCON.....	2.000 euros
. Monsieur Yannick BESANCON.....	500 euros
. Monsieur Julien BESANCON	500 euros

	5.000 euros

- Siège social : 21 B Place Tabareau 69004 LYON

- Objet :

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La propriété, la mise en location en meublés ou non, la gestion, l'administration de tous biens et droits immobiliers dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

- Le placement de capitaux, sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.



- Durée : 99 ans

- Président : Madame Sylviane BESANCON, demeurant à LYON 4^{ème}, 21 B Place Tabareau

Après avoir pris connaissance du projet de statuts de ladite Société dont une copie lui a été remise,

DECLARE souscrire au capital de cette Société pour un montant en numéraire de CINQ CENTS (500) euros, qu'il s'engage à verser en totalité lors de la constitution de ladite Société.

En conséquence, il constitue pour son mandataire spécial :

- M. BESANCON Hervé

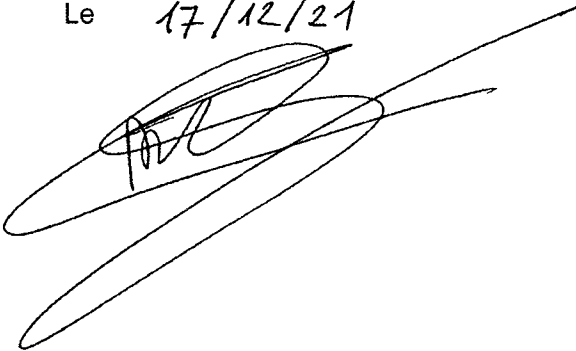
qui accepte ledit mandat et auquel il donne pouvoir en son nom et place de le représenter à la signature de l'acte constitutif de la Société qu'il déclare connaître, et accepter pour lui tous engagements qui en résulteraient.

Le présent mandat emporte pouvoir de signer tous actes et pièces nécessaires à la constitution de ladite Société, et notamment les statuts, la liste des souscripteurs et état des versements, ainsi que l'état des engagements souscrits pour le compte de la société en formation.

Yannick BESANCON

Fait à LYON

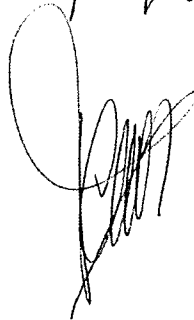
Le 17/12/21



Hervé BESANCON

Fait à LYON

Le 18/12/2021



PROCURATION

Le soussigné :

Monsieur Julien Victor Boris BESANCON, directeur hôtelier, époux de Madame Virginia Wairimu KININA, demeurant à YAOUNDE (11852) (CAMEROUN) boulevard du 20 mai Hôtel Hilton.

Né à LYON 8ÈME ARRONDISSEMENT (69008) le 26 avril 1982.

Marié à la mairie de BRON (69500) le 7 mai 2009 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Pascal ROUX, notaire à LYON 6ÈME ARRONDISSEMENT (69006), le 3 mars 2009.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Non résident au sens de la réglementation fiscale.

Futur associé de la Société par Actions Simplifiée "47 PARADIS" dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Dénomination : 47 PARADIS

- Forme : Société par Actions Simplifiée

- Capital : 5.000,00 euros divisé en 5.000 actions de 1 euro, réparties comme suit :

. Monsieur Hervé BESANCON.....	2.000 actions
. Madame Sylviane SERVETTAZ épouse BESANCON	2.000 actions
. Monsieur Yannick BESANCON.....	500 actions
. Monsieur Julien BESANCON.....	500 actions
	5.000 actions

- Apports en numéraire souscrits :

. Monsieur Hervé BESANCON.....	2.000 euros
. Madame Sylviane SERVETTAZ épouse BESANCON.....	2.000 euros
. Monsieur Yannick BESANCON.....	500 euros
. Monsieur Julien BESANCON	500 euros
	5.000 euros

- Siège social : 21 B Place Tabareau 69004 LYON

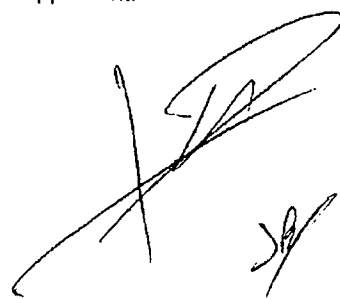
- Objet :

La société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La propriété, la mise en location en meublés ou non, la gestion, l'administration de tous biens et droits immobiliers dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

- Le placement de capitaux, sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.



- Durée : 99 ans

- Président : Madame Sylviane BESANCON, demeurant à LYON 4^{ème}, 21 B Place Tabareau

Après avoir pris connaissance du projet de statuts de ladite Société dont une copie lui a été remise,

DECLARE souscrire au capital de cette Société pour un montant en numéraire de CINQ CENTS (500) euros, qu'il s'engage à verser en totalité lors de la constitution de ladite Société.

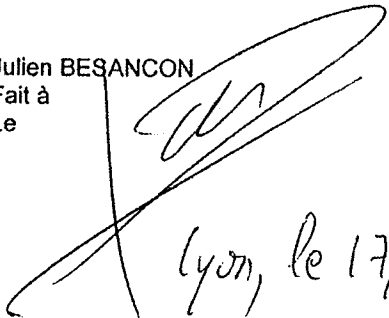
En conséquence, il constitue pour son mandataire spécial :

- HERVÉ BESANCON

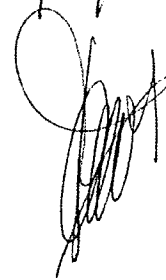
qui accepte ledit mandat et auquel il donne pouvoir en ses nom et place de le représenter à la signature de l'acte constitutif de la Société qu'il déclare connaître, et accepter pour lui tous engagements qui en résulteraient.

Le présent mandat emporte pouvoir de signer tous actes et pièces nécessaires à la constitution de ladite Société, et notamment les statuts, la liste des souscripteurs et état des versements, ainsi que l'état des engagements souscrits pour le compte de la société en formation.

Julien BESANCON
Fait à
Le


Lyon, le 17/12/2021.

Hervé BESANCON
Fait à LYON
Le 18/12/2021



JB/

MAIRIE-90-BELFORT (90010)
Vérification Acte de Naissance

Réponse

Date de traitement	2021-11-10T15:44:14.306+01:00
Référence réponse	46789388
Numéro d'acte	1303 (année : 1951)

ETAT CIVIL

Titulaire

Nom	BESANÇON
Prénoms	Hervé, Marius
Sexe	Masculin
Date de naissance	30/10/1951
Ville de naissance	Belfort
Pays/Dépt	FRANCE - 090

Parent

Nom	BESANÇON
Prénoms	Marius, Léon, Xavier
Sexe	Masculin
Date de naissance	30/09/1915
Ville de naissance	Châlonvillars
Pays/Dépt	070

Parent

Nom	BODILLARD
Prénoms	Suzanne, Marie, Juliette
Sexe	Féminin
Date de naissance	03/11/1919
Ville de naissance	Brest
Pays/Dépt	029

Mentions

101	16/07/1975	Mariage	Marié à La Frette (Isère) le 5 Juillet 1975 avec Sylviane Juliette Jeannette Servettaz. Le 16 Juillet 1975.
-----	------------	---------	---

Fin des données

46789388	2021-11-05T16:13:17.356+01:00	1636106543975_69015_90010_27403620
NOT	2021-11-05T11:02:23.9752253+01:00	not
1855578 / Monsieur BESANÇON Hervé Marius / Naissance	90010	
MAIRIE-90-BELFORT		
90010_83412_10/11/2021 15:20:58	RP, 0.5a	
ARPPR	1	46789388
VAN	00000	
Acte trouvé		
Pdfg 3.6.04 [(C) ANTS 2015]	3.6.04	
3.6.04	20211110164431	
1c20149e8ee092a0f7e3be709f34e6a2b3bfc93d9eaf79876f4402017528d53	d590346c322a9a17c4085ef01c9d711fcf309feeb5805b7c5e82be9ce74cc11a	

Lyon 6e Arrondissement (69386)
Vérification Acte de Naissance

Réponse

Date de traitement	2021-11-08T09:15:18.551+01:00
Référence réponse	69386_46789422_0001451482
Numéro d'acte	331 (année : 1951)

ETAT CIVIL

Titulaire

Nom	SERVETTAZ
Prénoms	Sylviane, Juliette, Jeannette
Sexe	Féminin
Date de naissance	23/03/1951
Ville de naissance	Lyon 6e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Parent

Nom	SERVETTAZ
Prénoms	Pierre, Jean
Sexe	Masculin
Date de naissance	16/06/1920
Ville de naissance	Lyon 2e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Parent

Nom	VEYLON
Prénoms	Odette, Marie
Sexe	Féminin
Date de naissance	28/02/1919
Ville de naissance	La Frette
Pays/Dépt	France - 038

Mentions

101	29/07/1975	Mariage	Mariée le 5 juillet 1975 à la Frette (Isère) avec Hervé Marius BESANCON. Lyon le 29 juillet 1975.
-----	------------	---------	---

Fin des données

46789422	2021-11-05T16:13:44.379+01:00	1636106572597_69015_69386_27403631
NOT	2021-11-05T11:02:52.5977862+01:00	not
1055578 / Madame SERVETTAZ Sylviane Juliette Jeannette / Naissance	69386	
Lyon 6e Arrondissement	RP. 0. 5a	
69386_46789422_0001451482		69386_46789422_0001451482
DIGPR	RP01	
VAN	00000	
Acte trouvé		
Pdfg 3.6.04 [(C) ANTS 2015]	3.6.04	
3.6.04	20211108091518	
80af7c16f5dcfd9d93ca7c1d6c68baa86749cf86a1bdf5a964c39e1699da5e3	44312b7847ea22f579f81fd0b180d1005cd8781084f5ce870bc5a72d3a874754	

Lyon 8e Arrondissement (69388)
Vérification Acte de Naissance

Réponse

Date de traitement	2021-11-09T10:35:32.763+01:00
Référence réponse	69388_46789450_0001451138
Numéro d'acte	1197 (année : 1978)

ETAT CIVIL

Titulaire

Nom	BESANÇON
Prénoms	Yannick, Pierre, Xavier
Sexe	Masculin
Date de naissance	13/09/1978
Ville de naissance	Lyon 8e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Parent

Nom	BESANÇON
Prénoms	Hervé, Marius
Sexe	Masculin
Date de naissance	30/10/1951
Ville de naissance	Belfort
Pays/Dépt	France - 090

Parent

Nom	SERVETTAZ
Prénoms	Sylviane, Juliette, Jeannette
Sexe	Féminin
Date de naissance	23/03/1951
Ville de naissance	Lyon 6e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Mentions

706	03/04/2014	PACS, modification de PACS, dissolution de PACS	PACS enregistré au Tribunal d'instance de Lyon (Rhône) le 31 mars 2014 avec Céline, Delphine, Christiane LAFOND née le 18 mai 1982 à Lyon 04 (Rhône). Lyon 08 (Rhône) le 03 avril 2014.
501	26/05/2014	Déci. admin. de rectific. d'un acte del'état civil	Rectifié (art. 99 du code civil) par décision du procureur de la République de Lyon (Rhône) n°E21 - 14/01827 du 19 mai 2014 en ce sens que l'intéressé et son père se nomment BESANÇON. Lyon 08 (Rhône) le 26 mai 2014.

Fin des données

46789450	2021-11-05T16:14:14.294+01:00	1636106582685_69015_69388_27403632
NOT	2021-11-05T11:03:02.6855352+01:00	not
1055578 / Monsieur BESANÇON Yannick Pierre Xavier / Naissance	69388	
Lyon 8e Arrondissement	RP. 0. 5a	
69388_46789450_0001451138	69388_46789450_0001451138	
DIGPR	RP01	
VAN	00000	
Acte trouvé	3.6.04	
Pdfg 3.6.04 [(c) ANTS 2015]	20211109103533	
3.6.04	f8d0d1c107f227af101e388141299b6f839c0ae915234523614a7b3ccd32a48f	
c8021aeeed76d8a530fe18b0480a58705578d68b93c1fcf5a2ab0f80e12ba070		

Lyon 8e Arrondissement (69388)
Vérification Acte de Naissance

Réponse

Date de traitement	2021-11-09T10:35:22.482+01:00
Référence réponse	69388_46789490_0001451179
Numéro d'acte	702 (année : 1982)

ETAT CIVIL

Titulaire

Nom	BESANÇON
Prénoms	Julien, Victor, Boris
Sexe	Masculin
Date de naissance	26/04/1982
Ville de naissance	Lyon 8e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Parent

Nom	BESANÇON
Prénoms	Hervé, Marius
Sexe	Masculin
Date de naissance	30/10/1951
Ville de naissance	Belfort
Pays/Dépt	France - 090

Parent

Nom	SERVETTAZ
Prénoms	Sylviane, Juliette, Jeannette
Sexe	Féminin
Date de naissance	23/03/1951
Ville de naissance	Lyon 6e Arrondissement
Pays/Dépt	France - 069

Mentions

101	14/05/2009	Mariage	Marié à Bron (Rhône) le 07 mai 2009 avec Julien Victor Boris BESANÇON. Mention apposée à Lyon 08 (Rhône) le 14 mai 2009.
501	25/01/2016	Déci. admin. de rectific. d'un acte de l'état civil	Rectifié (art.99 du code civil) par décision du procureur de la République de Lyon (Rhône) n°E21 - 16/00266 du 21 janvier 2016 en ce sens que dans la mention de mariage célébré le 7 mai 2009, l'intéressé est marié avec Virginia, Wairimu KININA. Lyon 8e Arrondissement (Rhône) le 25 janvier 2016.

Fin des données

```
46789490 2021-11-05T16:14:44.973+01:00 1636106593472_69015_69388_27403633
NOT 2021-11-05T11:03:13.4727996+01:00 not
1055578 / Monsieur BESANÇON Julien Victor Boris / Naissance 69388
Lyon 8e Arrondissement RP.0.5a
69388_46789490_0001451179 69388_46789490_0001451179
DIGPR RP01 00000
VAN 00000
Acte trouvé 3.6.04
Pdfg 3.6.04 [(C) ANTS 2015] 20211109103522
3.6.04 eeb9203c908ecbb22f9ba56c30faade8fe7abdf0bb6713dd2381d2f89fb246e
098a44db9b7abf5db062370ac403a3b5b38adc73020bd14f60700235b728f8e9
```


47 PARADIS

Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 euros
Siège social :
21 B place Tabareau (69004)LYON

LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

SOUSCRIPTEURS	Nombre d'actions	Montant des souscriptions	Montant des versements
Hervé BESANCON 21 B Place Tabareau 69004 LYON	2.000	2.000	2.000
Sylviane BESANCON 21 B Place Tabareau 69004 LYON	2.000	2.000	2.000
Yannick BESANCON 11 rue Villeneuve 69004 LYON	500	500	500
Julien BESANCON Hôtel Hilton Boulevard du 20 mai YAOUNDE (11852) (CAMEROUN)	500	500	500
Nombre des actions souscrites Montant des souscriptions Montant des versements	5.000	5.000	5.000

La présente liste constatant la souscription de 5.000 actions de la société 47 PARADIS, ainsi que le versement à un compte ouvert au nom de la société en formation 47 PARADIS, en l'étude de Maître Benjamin UZEL, notaire associé à LYON, ainsi qu'il résulte de la comptabilité dudit notaire, de la totalité du montant nominal desdites actions, soit la somme de 5.000 euros, est certifiée exacte et sincère par les membres fondateurs.

Fait à LYON
Le 20 décembre 2021

The block contains two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is slanted and appears to read 'A. Besancon'. The signature on the right is more vertical and stylized, possibly reading 'S. Besancon'.

47 PARADIS

Société par actions simplifiée
au capital de 5.000 euros
Siège social :
21 B place Tabareau(69004)LYON

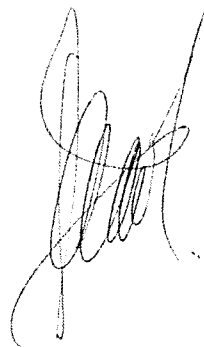
ETAT DES ACTES ACCOMPLIS PAR LES FONDATEURS POUR LE
COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION PREALABLEMENT A
LA SIGNATURE DES STATUTS SOCIAUX

Néant

Conformément à la loi, cet état a été établi préalablement à la signature des statuts, et sera annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à LYON
L'an deux mil vingt et un
Et le vingt décembre

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Desanre', with a long horizontal stroke extending to the right.A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke extending downwards.

Liste des annexes :

- Procuration Yannick
- Procuration Julien
- Naissance M. BESANÇON Hervé Marius : réponse positive - Mention marginale
- Naissance Mme SERVETTAZ Sylviane Juliette Jeannette : réponse positive - Mention marginale
- Naissance M. BESANÇON Yannick Pierre Xavier : réponse positive - Mention marginale
- Naissance M. BESANÇON Julien Victor Boris : réponse positive - Mention marginale
- Liste souscripteurs
- Etat des actes accomplis